

# L'Etat dans l'Hérault



## Rapport d'activités 2012





## EDITO

Les années se suivent et ne se ressemblent pas pour les services de l'Etat ... si ce n'est par la poursuite constante d'un objectif de modernisation et de transparence, à l'image de ce rapport d'activités.

Cette publication présente quelques uns des grands dossiers qui ont marqué l'année 2012, et qui illustrent l'action menée par les services de l'Etat en faveur des politiques publiques prioritaires. Sa vocation première est bien de témoigner de l'implication de l'Etat pour le développement du territoire et au service des héraultaises et des héraultais.

Les services de l'Etat agissent au quotidien pour contribuer au développement économique de l'Hérault, pour défendre les publics les plus touchés par le chômage, pour soutenir les projets d'aménagement structurants, pour lutter contre l'insécurité routière, pour garantir la sécurité des personnes et des biens, pour protéger toutes les populations ainsi que l'environnement, mais aussi, pour clarifier les démarches administratives des citoyens et, tout simplement, pour se moderniser !

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport d'activités, et vous redis tout le plaisir que j'ai à poursuivre les projets engagés par les services de l'Etat dans l'Hérault aux cotés de l'ensemble de leurs partenaires publics et privés.

**Pierre De Bousquet,**  
Préfet de l'Hérault

## SOMMAIRE

**p 2** Economie, emploi et cohésion sociale

**p 6** Aménagement du territoire

**p 8** Protection des populations

**p 9** Sécurité publique

**p 15** Environnement

**p 17** Modernisation de l'État

## Signature des premiers emplois d'avenir dans l'Hérault

Le 15 novembre 2012, les premiers contrats Emploi d'Avenir ont été signés dans le département en présence de Benoît Hamon, Ministre chargé de l'Economie Sociale, Solidaire et de la Consommation au profit de Jeunes, issus en priorité des Zones Urbaines Sensibles ou des Zones de Revitalisation Rurale.



Ce contrat à durée déterminée de 36 mois proposé aux jeunes peu qualifiés offre un poste de travail bien défini au signataire qui bénéficie d'un tuteur pour le guider dans son parcours et un plan de formation afin qu'il acquière des compétences reconnues.

Pour le compte de l'Etat, c'est l'une des sept Missions Locales d'Insertion pour les Jeunes, ou Cap Emploi pour les jeunes handicapés jusqu'à 30 ans, qui opère les mises en relation employeurs/jeunes et qui suit pendant 3 ans le parcours d'insertion et d'acquisition de compétences du jeune salarié ainsi recruté en Emploi d'Avenir.

Pour aider l'employeur dans ses engagements d'insertion professionnelle et de montée en compétences du jeune, l'Etat attribue pendant 3 ans une aide Emploi d'Avenir dont le montant aux employeurs du secteur non marchand qui acceptent de s'engager ainsi est de 75% du Smic brut, soit 1 070 € par mois.

En 2012, 20 premiers contrats Emplois d'Avenir ont déjà été signés.



Signature des premiers emplois d'avenir de l'Hérault par Benoît Hamon à l'institut régional du travail social du Languedoc-Roussillon à Montpellier

# L'Etat se mobilise pour l'emploi



Le Préfet a remis au total 15 prix aux lauréats du 14<sup>ème</sup> concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes, en novembre, dans les grands salons de la préfecture.



21 prix ont été attribués, en décembre, par le Préfet aux 21 jeunes filles lauréates dans le cadre des prix de la vocation scientifique et technique des filles.



## Quelques chiffres...

### L'emploi salarié privé

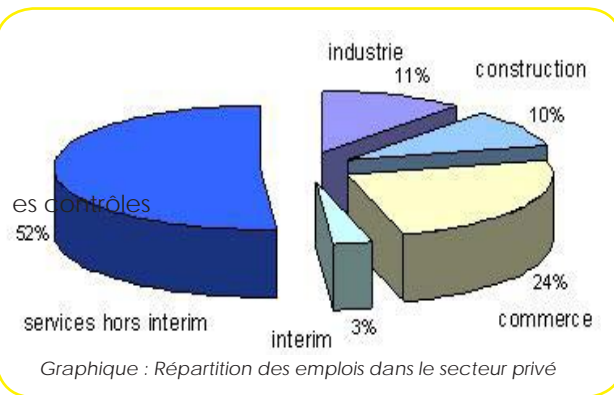
La population salariée de l'Hérault, hors agriculture et secteur public est estimée à 217 900 personnes au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 réparties de la façon suivante :

**Industrie** : 25 000 salariés

**Construction** : 21 800 salariés

**Tertiaire** : 171 000 salariés

**Dont commerce** : 52 000 salariés



# NACRE : Mieux accompagner la création et la reprise d'entreprises

---

Conjointement avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), l'Etat met en place pour la quatrième année successive le nouvel accompagnement pour la création et la reprise des entreprises (NACRE).

Ce dispositif d'aide à la création vise un public de demandeurs d'emploi de plus de 6 mois, ou sans condition de durée pour les 18-25 ans et plus de 50 ans, des créateurs originaires de ZUS, ainsi que des personnes allocataires de minima sociaux.

Il peut se traduire par un prêt à taux zéro de la Caisse des Dépôts et Consignations, prêt adossé à au moins un autre prêt bancaire. En 2011, l'octroi de 1,332 million d'euros de prêts via ce dispositif a permis de lever au total 9 millions d'euros qui ont bénéficié à 244 créateurs.

**Le NACRE, en 2012 c'est 1 200 interventions d'appui dont :**

- 287 pour le montage des entreprises ;
- 305 pour le financement de projets ;
- 608 après la création de l'entreprise.

**+** d'info : [www.emploi.gouv.fr/nacre](http://www.emploi.gouv.fr/nacre)

**nacre**  
NOUVEL ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CRÉATION  
ET LA REPRIS D'ENTREPRISE



# Lutte contre le travail illégal

Le recours au travail illégal constitue pour les entreprises une concurrence déloyale qui fragilise celles qui respectent le droit et les salariés. C'est une priorité forte de contrôle pour les services de l'Etat de l'Hérault.

La commission départementale de lutte contre les fraudes, présidée conjointement par le Préfet et les Procureurs de la République, a déterminé les axes de contrôle pour l'année 2012 :

- le secteur du bâtiment et des travaux publics
- les activités saisonnières dans l'hôtellerie, la restauration et l'agriculture
- les foires, les salons et les spectacles

Dans le secteur du bâtiment plusieurs actions de contrôles concertés ont été menées pour repérer les situations de détachements irréguliers dans le cadre de prestations de service internationales. Ces contrôles ont mobilisé conjointement plusieurs services de contrôles (DIRECCTE, gendarmerie, police aux frontières) et ont permis de contrôler les chantiers ainsi que les sièges des sociétés concernées.

## Résultats des contrôles en 2012

191 rappels à l'ordre correspondant à 256 infractions constatées :

- 71 contrôles sur le secteur du bâtiment
- 60 contrôles sur le secteur de l'hôtellerie et la restauration
- 27 contrôles sur le secteur du commerce
- 8 contrôles sur le secteur de l'agriculture
- 481 salariés ont été concernés par ces contrôles

# Bilan touristique dans le département de l'Hérault

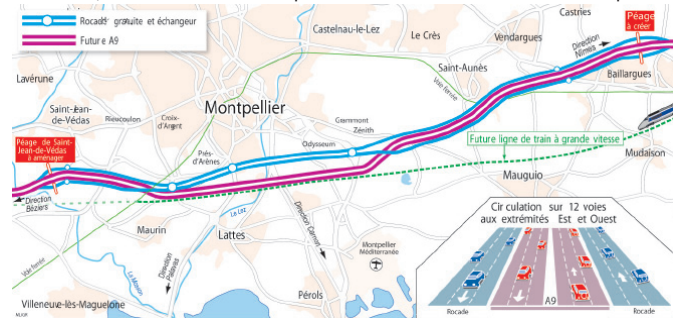
Les professionnels du tourisme héraultais se révèlent mitigés, face à une saison qui a démarré avec difficulté, mais s'est ensuite bien installée et a joué les prolongations.

28 % d'entre eux témoignent d'une activité en hausse tandis que 34 % observent une stabilité. La fréquentation française s'est avérée stable et la clientèle étrangère en légère progression. Les hébergements ont stabilisé leurs chiffres d'affaires. En revanche, les commerces ont subi une baisse de fréquentation liée à la crise et ses conséquences sur le pouvoir d'achat.



## L'Etat se mobilise afin que l'autoroute A9 et le contournement ferroviaire de Nîmes et de Montpellier avancent

Pour suivre au mieux les avancées de ces grands projets, un comité administratif de suivi réunissant les porteurs de projets et les services de l'Etat a été mis en place afin d'identifier les difficultés qui peuvent apparaître (au cours d'une procédure concernant la maîtrise du foncier, la protection des espaces et des sites classés et l'ouverture de carrières) et de trouver rapidement des solutions adaptées.



### Focus sur ces projets

Les travaux du doublement de l'A9 commenceront en 2013, pour un coût total de 800 millions d'euros et une mise en service en 2017. Ils devraient permettre de créer 1 500 emplois par an pendant 5 ans. Des travaux de requalification environnementale de l'autoroute existante (protection contre le bruit, paysage,...) sont par ailleurs prévus.

Le contournement ferroviaire de Nîmes et de Montpellier représente un coût total de 2 milliards d'euros. Les travaux, prévus de 2013 à 2017, permettront de créer 6 000 emplois par an pendant 5 ans, dont 7 % d'emplois en faveur de l'insertion professionnelle et 20 % liés aux entreprises locales.

L'année 2012 a été consacrée à l'élaboration des études et dossiers pour l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires au démarrage de ces chantiers en 2013.

## L'Etat améliore l'habitat des Héraultais

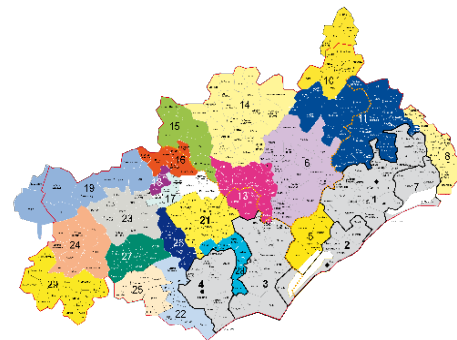
En 2012, l'Agence Nationale de l'Habitat a mobilisé 10,6 millions d'euros afin de réhabiliter 1 150 logements privés pour lutter contre l'habitat indigne ou très dégradé, de réaliser des travaux d'adaptation au handicap et de réduire les factures énergétiques. Par ailleurs l'Etat a investi 7,4 millions d'euros dans la réalisation de 2 463 logements sociaux publics supplémentaires.

## Réforme de l'intercommunalité

---

La mise en œuvre du schéma départemental de coopération intercommunale a été engagée dès 2012. Les 35 projets de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité (fusions de groupements, dissolutions, extensions de périmètre) proposé par le Préfet ont été soumis à la consultation des collectivités concernées. Plus de la moitié de ces projets sera mise en œuvre en janvier 2013.

La loi de réforme des collectivités territoriales de 2010 a confié aux préfets l'élaboration d'un schéma départemental de coopération intercommunale, ainsi que sa mise en œuvre. Dans l'Hérault, le schéma a été adopté par la CDCI le 5 décembre 2011.



## Poursuite de la rénovation des quartiers

---

Depuis 2005, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) a réservé près de 121 millions d'euros de subventions en faveur du département de l'Hérault. Fin 2012, 111 millions d'euros de subventions sont engagées et 74 M€ payés.

Cette politique d'investissements publics représente 2 100 logements démolis, 3 400 logements reconstruits, 1 800 logements réhabilités et 3 300 logements résidentialisés.

Sur le quartier de la Devèze à Béziers, depuis 2005, le programme de rénovation urbaine (PRU) subventionné à hauteur de 35 millions d'euros par l'ANRU, touche à sa fin. Il aura permis la reconstruction de 840 logements, la réhabilitation et la résidentialisation de 1 574 logements, le relogement de 600 familles dont 180 dans des programmes neufs, le réaménagement et la reconfiguration des réseaux, de la trame viaire, des équipements et des espaces publics.

La signature d'une convention pluriannuelle avec l'ANRU (2012/2019) permettra le déploiement d'une nouvelle subvention de 6 millions d'euros afin d'engager des travaux dès cette année dans les quartiers du centre historique de Béziers. A terme, ce dispositif va générer plus de 20 millions d'euros de travaux.





## L'Etat pour la protection de toutes les populations

### Contrôles en sécurité alimentaire

---

Plus de 1 200 établissements exerçant une activité de remise directe de denrées alimentaires aux consommateurs ont été contrôlés en 2012, dont près de 600 restaurants, chiffre qui reste stable par rapport à 2011.

Les contrôles sont particulièrement renforcés pendant l'été et pendant les fêtes de fin d'année.

Par ailleurs la Direction Départementale de Protection des Populations a effectué 517 prélèvements de produits variés d'origine animale ou végétale. Le taux de non conformité est inférieur à 5 %.



### Santé et protection animale

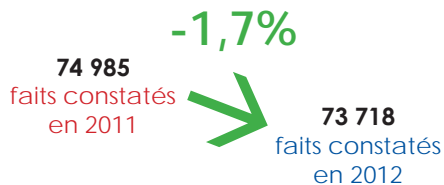
---



Le port de Sète héberge le 1<sup>er</sup> point d'embarquement d'animaux vivants d'Europe. 190 000 bovins, 36 000 ovins et 15 chevaux acheminés dans 3 485 camions ont été embarqués à bord de 128 bateaux bétailiers. 9 % des camions et 57 % des bateaux ont été contrôlés à ce jour.

## Les chiffres de la sécurité publique en 2012

### Baisse des crimes et délits sur le département



- En 2012, le recul de la délinquance générale se poursuit : -1,7 %
- Une tendance à la baisse qui s'affiche notamment pour :
  - Les escroqueries et infractions économiques et financières : -9,9 %
  - Les vols de véhicule automobile : -17,2 %
  - Les cambriolages de résidences principales et secondaires : - 3,1 %

## Renforcement de la lutte contre les vols avec violence

L'année 2012 a connu une recrudescence des vols avec violence : 18,4 % faits de plus qu'en 2011.

Face à cette forme spécifique de délinquance, l'Etat déploie un plan de lutte renforcé, mobilisant les effectifs de plusieurs services dans les zones les plus sensibles pour y entreprendre des actions de prévention fortes et agir sur les flagrants délits.

Pour lutter contre une augmentation préoccupante des vols de bijoux à l'arraché (+22,4 %), une coopération privilégiée avec les professionnels du rachat d'or et une surveillance particulière des réseaux de recels a ainsi été mise en oeuvre au cours de l'année.



# Lutte contre la délinquance : création de trois zones de sécurité prioritaires dans l'Hérault

---

La création des zones de sécurité prioritaires (ZSP) vise à mobiliser de manière coordonnée et volontariste l'ensemble des acteurs chargés de la sécurité et de la prévention de la délinquance sur un territoire précis : collectivités (mairie, polices municipales), rectorat, parquet et forces de l'ordre.



L'Hérault fait partie des premiers départements à avoir bénéficié, à titre expérimental, d'une ZSP sur les communes de Lunel et de Mauguio.

**Des premiers résultats encourageants :** depuis l'installation de cette ZSP en septembre, le nombre de cambriolages de résidences principales a été divisé par deux sur ce secteur.

En novembre, le dispositif s'est généralisé dans le département avec la création de deux ZSP supplémentaires : celle de Montpellier (quartiers de la Mosson, du Petit-Bard, des Cévennes et des Hauts de Massanne, et celle de Béziers (quartiers de la Devèze et des Arènes)

# Se former pour lutter contre la fraude documentaire

La fraude documentaire et la fraude à l'identité sont une priorité pour la police aux frontières. Plus de 300 personnes ont été formées ces deux dernières années dans le département, permettant ainsi :

- l'interpellation de plus de 160 porteurs de faux documents
- la reconnaissance de près de 150 faux documents dans des affaires administratives et judiciaires.

## Faits marquants

### Le démantèlement de deux réseaux de faux documents

L'un des réseaux procurait de faux permis de conduire afin de permettre la conversion indue de ces documents en permis de conduire français, et vendait de fausses pièces d'identité au profit d'étrangers en séjour irrégulier en France. Deux organisateurs de ce réseau et deux clients ont été interpellés.

L'autre agissait sur le département de l'Hérault en falsifiant des cartes nationales d'identité ou passeports à l'aide de dossiers composés de fausses attestations (extraits d'actes de naissance notamment). Les investigations ont permis d'interpeller 12 des protagonistes du dossier, dont le faussaire et les organisateurs du réseau.



# Mieux prévenir les incendies de forêt

Afin de prévenir les incendies, le débroussaillage est essentiel. Il devient obligatoire dès lors qu'une distance de 200 mètres sépare les habitations des espaces boisés. Durant la saison estivale, des contrôles sont organisés par l'Etat via la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault. En 2012, 1 320 contrôles ont été menés.



Dans l'Hérault, il est aussi important de surveiller les massifs forestiers, les landes et les garrigues qui couvrent 60 % du territoire. C'est une végétation extrêmement inflammable et combustible, donc très sensible aux risques d'incendie. De plus, ce qui est au départ une menace pour les espaces naturels peut rapidement se transformer en un danger pour les populations et leurs biens. Prévenir ce risque, c'est aussi surveiller pour pouvoir intervenir très rapidement sur un feu avant qu'il ne se propage.

De début juillet à mi-septembre, plus d'une centaine d'agents du conseil

général, de l'office national des forêts et de l'office national de la chasse et de la faune sauvage patrouillent sur

## La saison 2012 a été une nouvelle fois marquée par des incendies importants

- 152 feux de forêt
- 534 ha de surface incendiée
- 3 incendies majeurs qui représentent à eux seuls 93 % des surfaces brûlées
- L'homme est responsable de 98% des départs de feux. 42% des causes sont la malveillance

La malveillance est à l'origine de presque la moitié des incendies !

le terrain dans les zones exposées pour détecter toutes fumées suspectes, alerter et guider les sapeurs-pompiers sur site. Un réseau de 26 tours de guet, tenues par le service départemental d'intervention et de secours complète ces moyens terrestres de vigilance pour la détection des fumées.

Sous l'autorité du préfet, c'est la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault qui élabore et veille à cette mise en oeuvre.

## Seize nouveaux plans de prévention des risques inondations

Avec seize nouvelles communes du bassin versant de l'étang de Thau dotées d'un Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI), le département compte désormais 194 PPRI. L'Etat contribue ainsi à renforcer la prévention des risques pour les populations habitant aux abords des cours d'eau et de la mer. Parallèlement, quatre Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) ont été mis en place et un cinquième est en cours d'élaboration pour améliorer la protection des personnes et des biens.



## Simulation d'une attaque terroriste sur le réseau du tramway de Montpellier

Chaque année, la préfecture organise avec les acteurs de la sécurité civile plusieurs exercices afin de vérifier l'efficacité de la chaîne d'alerte, la réactivité des différents services impliqués et leur coordination ainsi que l'ensemble des procédures d'urgence qui pourraient être mises en œuvre en cas de crise.

Ainsi, un exercice simulant une attaque terroriste avec produit chimique de type gaz sarin a été organisé le 22 novembre 2012 sur la ligne 1 du tramway montpellierain. Préparé par l'ensemble des services concernés (sapeurs pompiers, SAMU, police, associations de sécurité civile comme la Croix Rouge, délégation militaire départementale, mairie de Montpellier), il s'inscrit dans le cadre de l'application du plan gouvernemental Nucléaire, Radiologique, Bactériologique et Chimique.



Plus de 100 personnes étaient mobilisées pour cet exercice simulant un attentat terroriste sur le tramway de Montpellier

# Sécurité routière

Alors que 2011 avait été la première année où la mortalité routière sur les routes de l'Hérault était passée sous les 100, cette barre symbolique est à nouveau franchie en 2012 avec 101 tués, soit une augmentation de 2 %. Toutefois, le nombre d'accidents et de blessés a diminué, respectivement de 12 et 15 %.

La politique départementale de sécurité routière, c'est notamment :

- 240 520 heures de contrôles routiers effectuées, 1 153 permis de conduire retirés
- 25 radars vitesse fixes, 20 radars feux rouges, 20 radars pédagogiques fixes,
- 165 000 € consacrés, dans le cadre du Plan Départemental d'Action de Sécurité Routière, au financement d'actions de prévention avec **5 enjeux majeurs** :
  - Les jeunes
  - les 2 roues-motorisés
  - l'alcool
  - les seniors
  - la vitesse

	2011	2012	Evolution
<b>Accidents</b>	1 192	1 050	-11,9%
<b>Tués</b>	99	101	+2%
<b>Blessés</b>	1 533	1 309	-15%

## Fait marquant

### Amélioration du trafic sur l'autoroute A9

Pour limiter les risques d'accidents et améliorer la fluidité du trafic, l'Etat, en partenariat avec les Autoroutes du Sud de France, expérimente un nouveau dispositif de régulation de vitesse et de fluidification du trafic. Le principe consiste à réduire la vitesse maximale autorisée sur une portion de 10 kms très fréquentée de l'autoroute A9, au droit de Montpellier, aux heures de pointe. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, la vitesse maximale autorisée est ainsi passée de 110 à 90 km/h, entre 7h et 9h, et entre 17h et 19h, sauf les fins de semaine et les jours fériés. En 2013, l'Etat dressera le bilan de cette expérimentation.



### Le chiffre

Le trafic sur cette portion de l'autoroute A9 au droit de Montpellier est de l'ordre de 100 000 véhicules par jour, avec des pointes pouvant aller jusqu'à 150 000 véhicules par jour en période estivale.

**Vous voulez agir contre l'insécurité routière, rejoignez les rangs des Intervenants Départementaux de Sécurité Routière, Appelez le 04 34 46 62 59**

**SÉCURITÉ ROUTIÈRE  
TOUS RESPONSABLES**

## Mobilisation pour l'environnement et le littoral

### L'Etat dit "stop" à la publicité illégale

L'Etat a mené, en partenariat avec le conseil général de l'Hérault et de nombreuses communes, une campagne de contrôle des enseignes publicitaires dans le cadre de la lutte contre la publicité non conforme.

Au total, 160 infractions au code de l'environnement ont été relevées et ont été suivies du démontage systématique des espaces publicitaires utilisés de manière indue afin de permettre la remise en valeur de paysages touchés.



### Test réussi pour l'Etat dans sa préparation face à une possible marée noire...

La Préfecture et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer 34 ont organisé en octobre un exercice dit "Polmar-Terre" dans le cadre de la lutte contre les pollutions marines. L'exercice a simulé une fuite d'hydrocarbures dérivant vers Palavas et provoquée par la collision d'un pétrolier avec un autre navire au large. L'objectif consistait à protéger le port de Palavas et le Lez.

Cette simulation grandeur nature, qui a mobilisé l'ensemble des services de l'Etat, a permis de tester l'efficacité des plans de secours, le bon état du matériel utilisé, l'organisation et la préparation des hommes pour faire face à ce type de catastrophe.





## Lutte contre la cabanisation : des efforts partagés bénéfiques

La signature de la charte et la création du comité de lutte contre la cabanisation en 2008 portent leurs fruits sur le terrain grâce aux efforts partagés entre l'Etat, la justice et les 19 communes signataires. En 2012, dans le département, il y a eu :

- 72 condamnations (527 depuis 2009)
- 65 condamnations exécutées (255 depuis 2009)
- 174 affaires en cours d'exécution faisant l'objet d'émission d'astreinte
- 23 titres d'astreinte émis pour un montant de 56 298 euros



## L'action de l'Etat en 2012 en mer en quelques chiffres

Durant la saison estivale, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer 34 a réalisé 893 contrôles en matière de plaisance et de loisirs nautiques, principalement dans la bande côtière. 87 procès verbaux ont été dressés principalement pour infractions aux règles de navigation, d'immatriculation ou pour défaut de matériel de sécurité. 109 retraits provisoires de permis ont été également prononcés.

**Avec 5 900 permis plaisance délivrés et 296 sessions de code organisées, le centre d'examen de Sète est l'un des tous premiers du littoral français.**

Les 1 228 premières immatriculations et 6 551 mutations de propriété de navire de plaisance en 2012 confortent l'importance de la plaisance dans l'Hérault. Au total ce sont 70 000 navires de tous types immatriculés, dont 55 000 à moteur.



# Trophée « Adm'innov prix de l'utilisateur » récompense l'effort de modernisation des services pour améliorer l'accueil du public

Dans le cadre du concours « InteriEureka » organisé par le Ministère de l'Intérieur, Philippe Molière, chef du bureau du séjour à la Direction de l'Immigration et de l'Intégration (DII) de la préfecture de l'Hérault, a été distingué pour la mise en place d'un dispositif innovant de prise de rendez-vous en ligne pour le dépôt de dossiers de ressortissants étrangers. Ce dispositif consiste à offrir à l'utilisateur la possibilité de choisir, sur le site internet de la préfecture, un créneau horaire disponible pour organiser son rendez-vous de présentation et de traitement de sa démarche auprès des services. Les bénéficiaires peuvent ainsi s'assurer de la prise en compte effective de leur demande pour un accueil personnalisé au guichet.



Le système de prise de rendez-vous en ligne favorise également une meilleure gestion des dossiers par les agents de la préfecture. Il a été étendu au service d'immatriculation des véhicules. Il sert désormais de modèle d'amélioration de services dans d'autres préfectures en France.

## 76% des agriculteurs héraultais télédéclarent

Ils étaient 25 % en 2008, 60 % en 2010 et en 2012 les agriculteurs héraultais étaient 76 % à déclarer leur "dossier PAC" (politique agricole commune) grâce à l'outil TéléPAC.

En 2012, 4 410 dossiers (papier et internet) ont été instruits par l'Etat dans le département afin de pouvoir attribuer les aides.

# Elections : la préfecture sur les chapeaux de roues !

L'Hérault compte, en 2012, 755 476 électeurs répartis sur 343 communes. Pour la préfecture, le travail électoral commence plusieurs mois avant le scrutin .

## Dépôt des candidatures

Pour les législatives, pendant 5 jours, des agents reçoivent les candidats afin d'enregistrer leur candidature, instruisent leur dossier, vérifient leur éligibilité.

## Soirées électorales

Le bureau des élections réceptionne les résultats par téléphone et les saisit dans un logiciel spécialisé. Par ailleurs, le cabinet du Préfet réalise des prévisions et des analyses électorales.

En salle de presse, le bureau de la communication diffuse les résultats au fil de leur arrivée aux personnalités et journalistes présents via la projection de graphiques, l'impression papier, le téléphone, internet et par voie de communiqué de presse.

**Au final, une cinquantaine d'agents sont mobilisés à l'occasion de chaque soirée électorale.**

## Mise sous plis et envoi des propagandes

Pour l'élection présidentielle, un marché commun a été passé pour l'Hérault, l'Aude et le Gard pour les travaux de mise sous plis et l'envoi de propagande aux électeurs. Ce dernier permet un traitement plus sécurisé et économique. L'impression des bulletins de vote est aussi externalisée.





Préfecture de l'Hérault

34 place des martyrs de la résistance - 34062 cedex 2

Tél : 04 67 61 61 61 - [www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)